



le planning
familial

2025

RAPPORT D'ACTIVITÉ





Merci à tous·tes les salarié·es de la Confédération et aux membres du bureau national du Planning familial qui ont contribué à la coordination et à la rédaction de ce rapport annuel

Crédit photographie : Laurie Bisceglia, Benjamin Girette, Alex Raduan, Olivier Rolfe

Crédits illustrations et éléments graphiques : Léa Lebru, About Evie

Conception et réalisation graphique : Stéphanie Poche

SOMMAIRE



L'ÉDITO DU BUREAU	4
2025 EN UN COUP D'OEIL	6
LES MOMENTS FORTS DE 2025	10
FOCUS - EVARS : UNE ANNÉE DE MOBILISATION	12
FOCUS - MONTÉE DES MOUVEMENTS CONSERVATEURS	14
LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE	16
LE CENTRE DE DOCUMENTATION, S'INFORMER, SE FORMER ET S'OUTILLER	18
PROGRAMMES ET DISPOSITIFS	20
NUMÉRO VERT ET TCHAT	20
FORMATION	22
ESPACES VIE AFFECTIVE RELATIONNELLE ET SEXUELLE	24
PROMOUVOIR LA SANTÉ SEXUELLE DANS LES DROM	25
PROGRAMME INTERNATIONAL	26
JEUNES MILITANT·ES	28
GENRE ET SANTÉ SEXUELLE	30
HANDICAP, ET ALORS ?	32
PARTENARIATS	33
BILAN FINANCIER	34

L'ÉDITO DU BUREAU

L'année 2025 a été marquée par une nouvelle étape dans la progression de l'extrême droite et l'intensification des attaques contre les droits sexuels et reproductifs, les droits des femmes et des communautés minorisées.

Dès son élection à la présidence des États-Unis, Donald Trump a signé des décrets d'une ampleur sans précédent, attaquant les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, privant des millions de personnes à travers le monde, d'accès aux services de santé. Au lieu de faire front commun et de protéger l'accès aux droits, les gouvernements européens ont réorienté leurs budgets au détriment de l'aide au développement et des droits des femmes, au profit du réarmement.

L'année a également été marquée par la poursuite de conflits majeurs : le génocide à Gaza, la guerre en Ukraine et au Soudan, la crise en République Démocratique du Congo... Face à cette situation, le Planning familial, membre de l'International Planned Parenthood Federation (IPPF), a affirmé sa solidarité avec les populations dont les droits sont niés.

La France n'a pas fait exception aux offensives contre les droits sexuels et reproductifs. Elle est devenue le deuxième pays européen le plus financé par les mouvements anti-droits. Le Planning familial est en première ligne : nos centres ont été tagués de messages anti-choix, nos bénévoles et salarié·es ont été harcelé·es par des militant·es d'extrême-droite. Pour s'organiser, le Planning familial a mis en place un formulaire de remontée d'incidents pour pouvoir centraliser les informations et agir de façon coordonnée.

Nos financements ont été à leur tour ciblés. Dans plusieurs territoires, des subventions ont été réduites ou supprimées, entraînant la fermeture de centres et limitant l'accès aux services essentiels. Ces

décisions ont des conséquences directes : entrave à l'éducation à la vie affective et sexuelle, difficulté d'accès à l'avortement, à la contraception, ou encore à des espaces d'écoute sécurisés pour les victimes de violences sexistes et sexuelles.

Malgré ces actions de déstabilisation, le Planning familial a obtenu deux grandes victoires pour l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS). Le 30 janvier 2025, en tant que premier acteur français pour l'EVARS, le Planning familial a obtenu pour la première fois l'adoption, par le Conseil supérieur de l'éducation, d'un programme structuré. En décembre 2025, nous avons gagné le contentieux « Cas d'École » : l'État a été condamné pour manquements dans son application de la loi EVARS.

Le Planning familial est mobilisé dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. En 2025, la dénonciation des violences sexuelles faites aux enfants commis par les membres de l'établissement scolaire Bétharram a été un rappel grave de l'urgence de l'action politique pour la protection de l'enfance. Briser le silence est une nécessité.

L'année 2024 s'était conclue sur le procès de Dominique Pélicot et des 49 hommes jugés pour avoir violé Gisèle Pélicot sous soumission chimique. Grâce à elle, à la mobilisation des parlementaires allié·es et des associations féministes dont le Planning familial, une proposition de loi a été adoptée en octobre 2025, inscrivant la notion de consentement dans la définition pénale du viol. C'est une victoire historique.

2025 a aussi été une année d'anniversaires pour le Planning familial et le droit à l'avortement. Le Numéro Vert National « IVG, Sexualités, Contraception » a fêté ses 10 ans. Ce numéro vert unique, confidentiel,

anonyme et gratuit, offre écoute, information et orientation sur des questions liées à la sexualité, la contraception et l'interruption volontaire de grossesse. Il est un outil indispensable pour réduire les difficultés d'accès à l'information et les inégalités dans la prévention et les parcours de soin. Cet anniversaire a été l'occasion de nouer un nouveau partenariat avec MGEN avec qui nous avons organisé un événement pour rappeler la mission vitale du NVN.

Cet anniversaire a coïncidé avec les 50 ans de la loi Veil, qui a légalisé l'avortement en France. À cette occasion, le Planning familial a rendu hommage aux luttes féministes qui ont permis cette avancée historique. Pour cela il a organisé, d'une part un événement au Ministère de la Santé mettant en avant les acteurs·rices de terrain et l'évolution de la loi, en co-construction avec les services de la DGS (Direction Générale de la Santé), d'autre part un événement festif et intergénérationnel célébrant les victoires passées et les luttes à venir. Le Planning familial a pu remettre un plan d'amélioration de l'accès à l'avortement, au Ministre de la Santé comportant 10 mesures pour simplifier le parcours d'IVG, garantir une information fiable et assurer une offre accessible sur l'ensemble du territoire.

Dans un contexte d'attaques contre les droits, le Planning familial a démontré sa résilience et sa capacité à agir. Les victoires obtenues en 2025 rappellent que les droits ne sont jamais acquis et nécessitent une mobilisation constante.

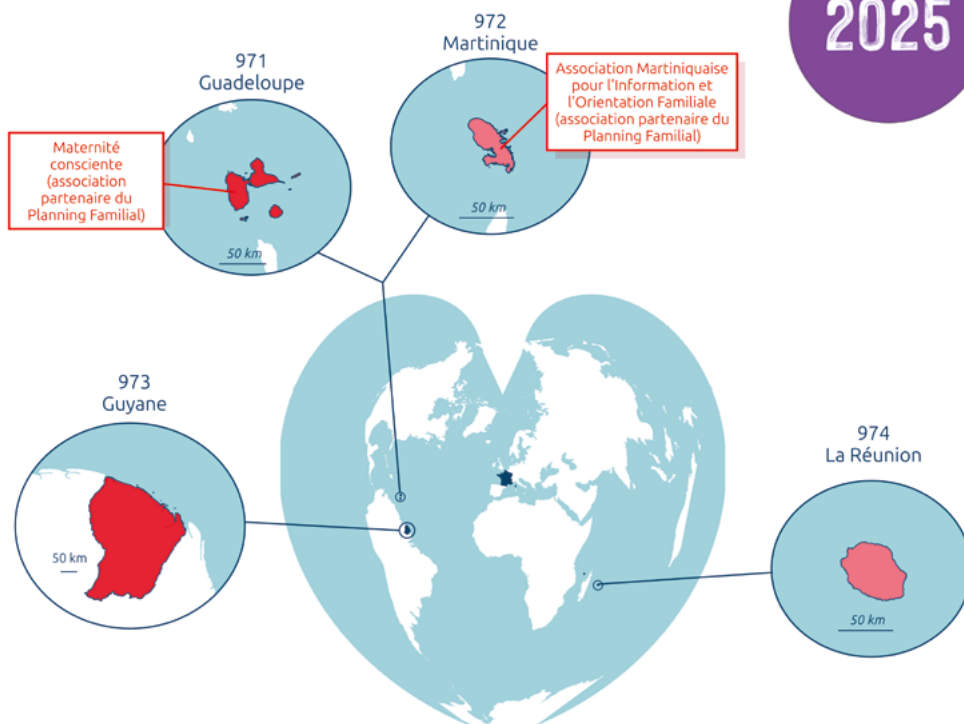
Le bureau confédéral

Alice Ackermann, Romina Arnold, Thelma Beaulieu, Elie Bouet, Sarah Durocher, Rabia Hnida, Mel Noat, Bénédicte Paoli, Mathilde Stobéo-Grèze, Gabrielle Tessier



2025 EN UN COUP D'ŒIL

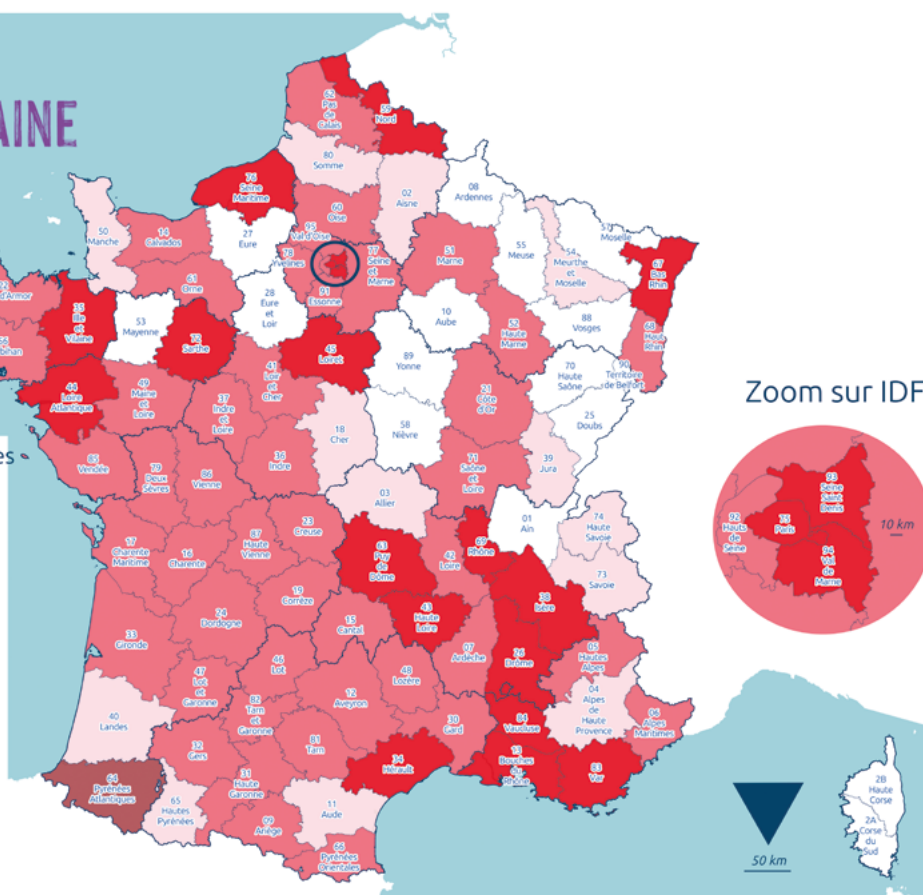
DANS LES DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS D'OUTRE MER



EN FRANCE MÉTROPOLITAINE

Associations départementales

- Association départementale sans agrément
- EVARS
Espace vie affective, relationnelle et sexuelle
- CSS
Centre de santé sexuelle
- CCS + CeGIDD
Centre de santé sexuelle/
Centre gratuit d'information,
de dépistage et de diagnostic
- Aucune association



LE PLANNING FAMILIAL CE SONT **82** ASSOCIATIONS DÉPARTEMENTALES (AD) ET **2** ASSOCIATIONS PARTENAIRES (GUADELOUPE ET MARTINIQUE)

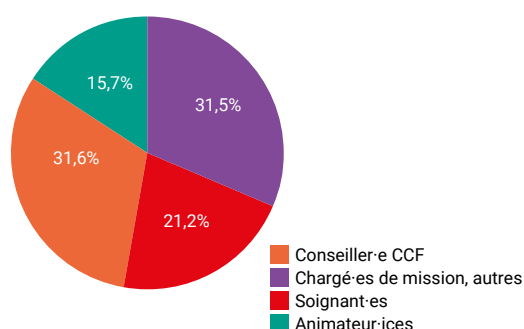
- 71 ont l'agrément « espaces vie affective, relationnelle et sexuelle »
- dont 22 ont l'agrément « centre de santé sexuelle »
- dont 1 a un agrément « centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic »

LE PLANNING FAMILIAL, UN MOUVEMENT DE PLUS DE **2 788 PERSONNES**

► Le Planning, c'est qui ?



► Quels sont les métiers du Planning ?



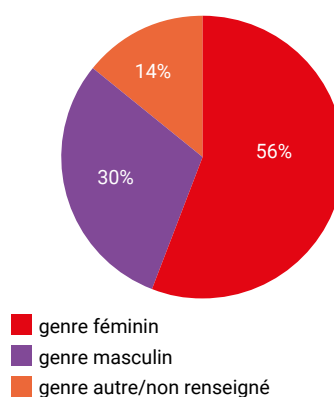
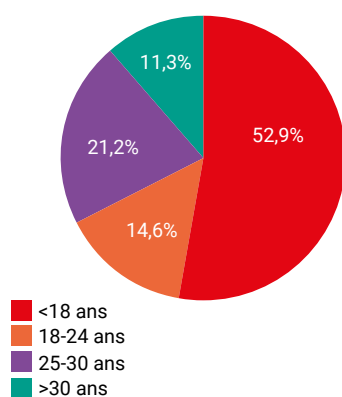
487 214 PERSONNES TOUCHÉES PAR NOS ACTIONS

► Quelles sont nos actions ?

Accueils individuels	137 481
Numéro Vert National (NVN)	35 760
Actions collectives (hors formations pros)	31 5279
Formation pros	12 413
Total	487 214

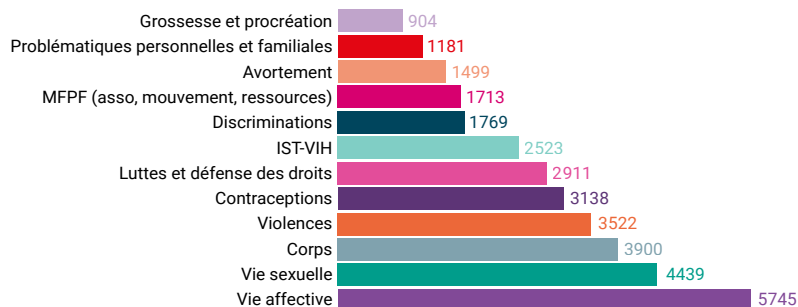
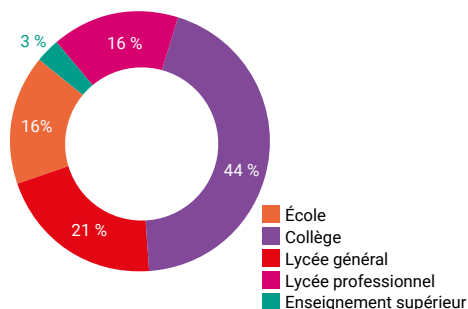
► Quels sont les publics ?

Répartition du public toutes activités confondues

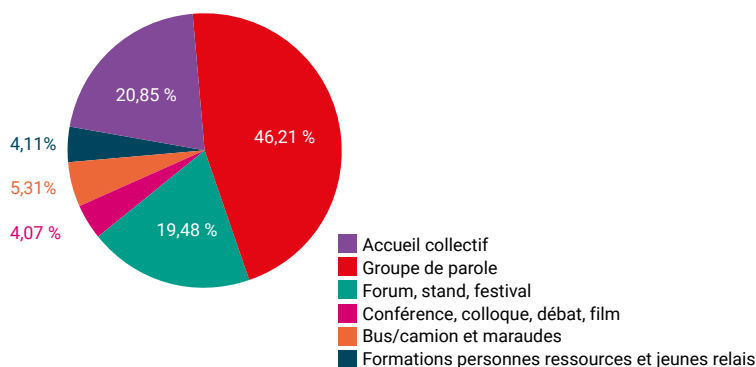


► Quelles sont nos actions collectives ?

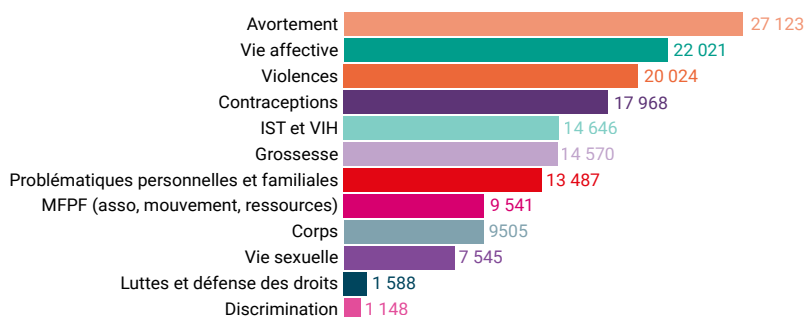
Répartition des types d'action et des thématiques abordées en milieu scolaire :



Le Planning est connu pour son travail de terrain sur l'éducation à la sexualité, mais il déploie aussi d'autres actions :



► Les thématiques abordées en actions individuelles



“ AU PLANNING, ON PEUT VENIR PARLER
DE TOUT CE QU'ON VEUT,
ON VA PAS ÊTRE JUGÉ·E. ”



QUELQUES CHIFFRES

LE PLAIDOYER

- 9 communiqués de presse
- 14 tribunes signées par le Planning familial
- 11 courriers officiels envoyés aux institutions et rendez-vous institutionnels
- 6 auditions (Sénat, AN, CNCDH, et autres institutions)
- 5 appels à mobilisation

LA COLLECTE

Face aux baisses de financement, la stratégie de collecte initiée en 2024, continue d'être développée.

2 campagnes de collecte

293 325€ collectés lors de la campagne de fin d'année soit **+86%** qu'en 2024



LA COMMUNICATION NUMÉRIQUE

RÉSEAUX SOCIAUX

Instagram : **46 980** abonné·es (soit + 26%)

LinkedIn : **17 453** abonné·es (soit + 49.05%)

Youtube : **1 122** abonné·es (soit +21.69%)

Départ de X (ex-Twitter)

Création d'un compte Mastodon, BlueSky et TikTok

SITE INTERNET

1 054 081 visites sur le site

128 actualités publiées

LES 50 ANS DE LA LOI VEIL



Remise du plan d'amélioration de l'accès à l'avortement à **140** personnes lors de l'événement (parlementaires, partenaires, activistes)

250 270 vues sur Instagram pour la campagne des 50 ans

18 événements nationaux recensés

LES MOMENTS FORTS

JANVIER 2025

Les 50 ans de la loi Veil

Le Mouvement fête les 50 ans de la loi Veil, pour célébrer nos victoires passées et nos luttes à venir !



Renouvellement de notre certification au métier de Conseiller·e Conjugal·e et Familial·e

L'inscription de la certification au RNCP (Répertoire National des Certifications Professionnelles) est reconduite pour 5 ans. Une reconnaissance de l'expertise du Planning !



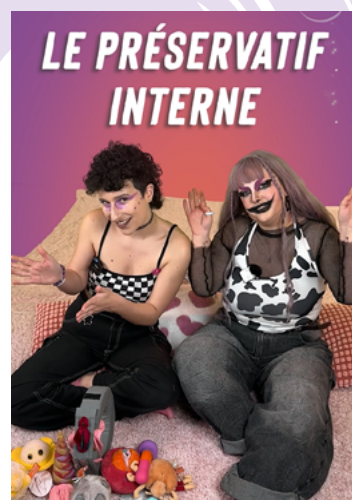
CSW

Le Planning à l'ONU pour la 69^e édition de la *Commission on the Status of Women (CSW)*, à l'ONU, pour les droits et santé sexuels et reproductifs.

AVRIL 2025

Lancement de la PREV'TV

Une campagne de prévention sur les réseaux sociaux pour du *sex safe* créée par les Jeunes Militant·es en collaboration avec la feuille de Route LGBTQIA+.



« Je soutiens le Planning »

Lancement d'une grande campagne de soutien du Planning familial face aux baisses de financements.



JUIN 2025

MARS 2025

JUILLET 2025

Signature du partenariat avec MGEN

Partenariat de deux ans avec MGEN, première mutuelle des agents du service public.

Ce partenariat finance le NVN ainsi que le second baromètre sur l'accès à l'IVG.



SEPTEMBRE 2025

Les 10 ans du Numéro Vert National

Fête des 10 ans du Numéro Vert National pour rappeler l'expertise du NVN et s'assurer de son avenir financier.



NOVEMBRE 2025

FREEDA Womb à Paris

Un stérilet géant fait étape à Paris pour alerter sur le dégradation des droits sexuels et reproductifs dans le monde et la destruction de contraceptifs par l'administration Trump.



Conférence des diplomaties féministes à Paris

Le Planning familial a contribué au travail sur la stratégie de diplomatie féministe de la France. Cette conférence a rappelé l'importance de défendre les DSSR face aux attaques mondiales et le besoin de cohérence entre paroles et actes.

Délibéré du contentieux Cas d'école

Suite au contentieux mené par le Planning familial, Sidaction et SOS Homophobie, l'État est reconnu fautif dans la non application des 3 séances d'EVARS obligatoires par an.

Ce même jour, le collectif « Pour une véritable éducation à la sexualité » a organisé une séance EVARS à destination des député·es.

OCTOBRE 2025



DÉCEMBRE 2025

EVARS : UNE ANNÉE DE MOBILISATION ET UNE VICTOIRE JURIDIQUE MAJEURE

FOCUS

La nécessité de l'Éducation à la Vie Affective, Relationnelle et Sexuelle (EVARS) est aujourd'hui largement documentée. Face à la persistance des violences sexistes et sexuelles, des discriminations et des inégalités, l'EVARS constitue un levier essentiel de prévention, d'émancipation et de citoyenneté.

En apportant des connaissances objectives et adaptées à l'âge des élèves, elle favorise le développement des compétences psychosociales, le respect de soi et des autres, l'apprentissage du consentement, l'expression des émotions et la construction de relations saines et égalitaires. Dans une approche globale et positive, elle contribue à prévenir les violences et les discriminations, à promouvoir l'égalité et l'inclusion, ainsi qu'à favoriser le bien-être et l'épanouissement des jeunes.



ENFIN UN PROGRAMME EVARS, MAIS POUR QUELLE APPLICATION CONCRÈTE ?

Le 30 janvier 2025, **le Conseil supérieur de l'éducation a adopté un programme EVARS**, une avancée importante. Réclamé depuis des années par le Planning familial, ce programme permet enfin d'avoir un cadre structuré pour appliquer une obligation légale longtemps restée lettre morte. Fruit d'une forte mobilisation associative et syndicale, ce texte renforce les objectifs d'égalité, de prévention des violences et de lutte contre les discriminations.

Cette adoption ne constitue qu'une première étape. **Sans moyens dédiés, sans coordination renforcée et sans reconnaissance du rôle des associations, la mise en œuvre effective du programme reste incertaine.** Face au manque de formation des équipes pédagogiques, à l'absence de pilotage national, et aux inégalités territoriales persistantes, le Planning familial reste mobilisé et vigilant, multiplie les échanges et renforce le lien avec l'Éducation nationale pour défendre la place des associations dans la mise en œuvre de l'EVARS et accompagner concrètement son déploiement sur le terrain.

« CAS D'ÉCOLE » : LA CARENCE DE L'ÉTAT RECONNUE !

En 2025, le Planning familial a obtenu le délibéré dans le contentieux « Cas d'École » engagé aux côtés de Sidaction et SOS Homophobie, une véritable victoire ! Le tribunal administratif de Paris a reconnu **la carence fautive de l'État quant à l'obligation de mise en œuvre des séances d'éducation à la sexualité (EVARS) prévues par la loi de 2001**. Cette décision valide plus de vingt ans d'alertes et constitue un levier important pour exiger une application réelle de la loi. Cette condamnation marque une reconnaissance officielle des manquements structurels et renforce la légitimité du plaidoyer porté par le Planning familial.

UNE SÉANCE EVARS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le 2 décembre, pour sensibiliser les décideur-euses, le collectif Pour une véritable éducation à la sexualité - auquel le Planning appartient - a organisé **une simulation de séance d'éducation à la sexualité à l'Assemblée nationale**. Cette initiative visait à lutter contre la désinformation, à partager les réalités du terrain et à rappeler les enjeux fondamentaux de la mise en œuvre de l'EVARS en matière de santé publique, d'égalité et de droits.



LA CSW : UN PLAIDOYER POUR L'EVARS À L'INTERNATIONAL

Dans le cadre de la Commission sur le Statut des femmes (CSW) à l'ONU, le Planning familial a organisé un événement nommé « *Contre les mouvements anti-choix : l'éducation complète à la sexualité, un outil émancipateur* », qui a rassemblé des parlementaires, activistes et l'ambassadrice des droits de l'Homme au Ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunissant plus de 65 personnes physiques mais également en ligne via un live Instagram, cet événement a connu un vif succès et a permis de partager **l'état des lieux de la mise en place de l'éducation complète à la sexualité en France et en Belgique face aux mouvements anti-choix**, et de partager des recommandations et des bonnes pratiques pour contrer les stratégies de l'extrême droite et des mouvements anti-choix.



ANTI CHOIX / MONTÉE DES MOUVEMENTS CONSERVATEURS

FOCUS

UNE INTERNATIONALISATION DES MOUVEMENTS ANTI-CHOIX

À l'international, comme en France, les mouvements conservateurs et anti-genre sont de plus en plus structurés et professionnalisés. Le rapport récent du *European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights* souligne qu'en 25 ans, ces mouvements sont devenus de véritables acteurs politiques transnationaux, s'appuyant sur des stratégies coordonnées mêlant désinformation, actions juridiques et mobilisation militante. Ils disposent aujourd'hui de moyens financiers en forte augmentation : 707,2 millions de dollars sur la période 2009–2018 contre 1,18 milliard entre 2019 et 2023. Ces sommes leur permettent de déployer des offensives d'ampleur contre les droits sexuels et reproductifs. Cette montée en puissance se retrouve concrètement sur le terrain et met en difficulté les associations de défense des droits humains.

LES ATTAQUES CONTRE LE PLANNING EN RECRUESCENCE

Partout sur le territoire, le Planning familial fait face à une recrudescence d'attaques portées par des mouvements conservateurs et anti-choix. Ces offensives prennent des formes variées : campagnes de désinformation, pressions locales, remises en cause de financements, mais aussi actes de vandalisme visant directement les locaux. En 2025, on dénombre ainsi 40 attaques sur l'ensemble du territoire national.

En Vendée, une couronne funéraire a été déposée devant les locaux d'une association départementale, accompagnée de messages anti avortement. A Lille, des locaux ont été dégradés, avec l'inscription «STOP IVG» sur la vitrine. Ces actes illustrent une diversification des modes d'action, allant de l'intimidation symbolique au vandalisme.

Quant aux baisses de financements, prenons l'exemple de la Drôme, où une baisse d'environ 20 % des subventions, soit près de 70 000 € a été décidée par le conseil départemental. Dans les Pays de la Loire, des financements régionaux ont été supprimés, représentant plus de 60 000 €, conduisant à la fermeture de permanences et des suppressions de postes.

Face à ces pressions, le Planning familial poursuit ses missions essentielles d'accueil, d'information et d'accompagnement.

LANCEMENT DE LA DIPLOMATIE FÉMINISTE FRANÇAISE

Afin de continuer à mettre à l'agenda l'impact des mouvements anti-choix et conservateurs, le Planning familial a participé à la co-construction de la stratégie internationale de la France pour une diplomatie féministe 2025-2030. Il a défendu l'importance de la défense des droits et santé sexuels et reproductifs face à la montée des mouvements anti-choix. Fort de son expertise, le Planning familial a également été auditionné par la mission d'information parlementaire sur la diplomatie féministe, en septembre 2025. L'occasion de réaffirmer ses recommandations pour un portage politique fort.

En octobre 2025, lors de la 4^e Conférence des diplomaties féministes, le Planning familial a participé à l'évènement officiel de la France intitulé «La diplomatie féministe : moteur et rempart pour les droits et santé sexuels et reproductifs». Cela fût l'occasion de rappeler le besoin de cohérence entre les paroles et les actes ainsi qu'entre les politiques publiques nationales et la diplomatie féministe. De plus, le Planning familial a participé à l'évènement de la délégation parlementaire à l'Assemblée nationale.

En parallèle, le Planning familial a organisé, aux côtés d'organisations de la société civile, un sommet nommé «Avec nous, pour tous-tes : dialogue des sociétés civiles pour des diplomaties féministes», et participé à la table ronde sur «Justice reproductive, accès aux soins et lutte contre les violences basées sur le genre : une approche intégrée de la diplomatie féministe face aux crises». À cette occasion, le Planning familial a remis à l'ambassadrice en charge de l'égalité de genre au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Delphine O, les recommandations de la société civile pour la mise en place d'une diplomatie féministe forte.



MOBILISATION AUTOUR DE LA DESTRUCTION DE CONTRACEPTIFS PAR L'ADMINISTRATION TRUMP

En juillet 2025, une nouvelle attaque contre les droits sexuels et reproductifs (DSSR) a eu lieu avec la décision de l'administration Trump de détruire l'équivalent de 10 millions de dollars de contraceptifs stockés en Belgique. Ces contraceptifs étaient destinés à 1,4 millions de personnes vivant dans des pays africains où l'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive est limité et, dans certains cas, qui font face à des crises humanitaires.

Face à cette situation absurde et extrêmement grave, constituant une forme inquiétante d'attaque contre les DSSR, le Planning familial s'est mobilisé aux côtés de Sensoa (Planning familial belge), l'IPPF, Médecins du monde et Amnesty International, à travers plusieurs

communiqués de presse, un courrier à Emmanuel Macron, des communications avec les associations départementales sur les réseaux sociaux ou encore l'installation d'un stérilet géant sur la Place de la République (Paris) avec *Americans for Contraception* afin d'interpeller les autorités publiques.

SENSIBILISER À LA MONTÉE DES MOUVEMENTS CONSERVATEURS ET LEUR IMPACT

Dans l'idée de sensibiliser le plus de personnes possible sur les stratégies des anti-choix, le Planning familial a animé - à l'appel de Nous Toutes - une formation sur les liens entre la montée des mouvements conservateurs et les DSSR.



MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE

DES RÉALISATIONS POUR CONCRÉTISER NOS ORIENTATIONS NATIONALES

Le plan stratégique rassemble l'ensemble des orientations du Mouvement votées lors du congrès national de 2022 et fixe les axes de travail du Planning familial jusqu'en 2026. Deux instances confédérales composées d'élus·es bénévoles, le pôle « Vie associative et réseau » et le pôle « Genre, droits et sexualités », sont chargées d'une partie de la mise en œuvre du plan stratégique, en complémentarité avec les activités du Conseil d'Administration (CA) confédéral, de l'équipe confédérale, des responsables de programmes et dispositifs, et du bureau confédéral.

LES FEUILLES DE ROUTE ACTIVES

Le plan stratégique est divisé en feuilles de route thématiques. Au vu du nombre important de thématiques portées en congrès, toutes ne peuvent être traitées. Les feuilles de route se créent en fonction de la priorisation décidée par le CA confédéral, et des envies des militant·es du Mouvement.

En 2025, **17 feuilles de route étaient actives**, portées par 18 élu·es.

FEUILLES DE ROUTES	
 VIE ASSOCIATIVE ET RÉSEAU	• Prendre soin des militant·es • Être employeur·euse féministe et militant • Être un mouvement pluriel représentatif de la société • Lutter pour les libertés associatives • Archives • Positionner le Planning familial comme un acteur de l'antifascisme • Sortir des GAFAM
 GENRE, DROITS ET SEXUALITÉS	• Lutter contre toutes les formes de violences • Lutter pour le droit à l'avortement • Lutter pour l'accès aux moyens de contraception • Lutter pour favoriser une vie affective, relationnelle et sexuelle libre et autonome • Travailler sur la pornographie • Accompagner et agir avec les personnes LGBTQIA+ • Accompagner et agir avec les personnes marginalisées et éloignées du droit • Lutter contre les anti-choix en France, en Europe et à l'international • Lutter contre la grossophobie • Renforcement et mobilisation du PF sur les enjeux à l'international

COORDONNER ET MOBILISER LE RÉSEAU

Les élu·es, en charge de la coordination des feuilles de route, mobilisent les membres du réseau pour créer des groupes de travail, définir les actions pour répondre aux objectifs du Planning. Chaque feuille de route dispose d'un budget dédié.

Pour garantir la cohérence des actions et animer les pôles, deux salarié·es de l'équipe confédérale sont chargé·es de la coordination du plan stratégique, avec les missions suivantes :

- Animer des regroupements avec les élu·es, avec le bureau et l'équipe confédérale
- Communiquer auprès du réseau pour faire connaître le plan stratégique et les activités réalisées par les feuilles de route (via des newsletters, des ateliers et stands d'information)
- Accompagner les élu·es des pôles dans leur mission

Ce travail assure la transversalité entre les actions réalisées au sein des pôles et dans les programmes développés par le Planning familial. Cela crée du lien entre les activités nationales et les actions locales des associations départementales et fédérations régionales.

EN CHIFFRES

- 17 feuilles de route
- 18 élu-es bénévoles
- 106 personnes impliquées dans les feuilles de route
- 5 regroupements/formations/ateliers à destination du réseau
- 8 outils/documents produits
- 4 webinaires
- 2 enquêtes/diagnostics
- 3 journées de travail annuelles
- 3 newsletters

LES TRAVAUX MENÉS PAR LES FEUILLES DE ROUTE EN 2025

Une sélection de quelques projets :

ÊTRE UN MOUVEMENT PLURIEL ET REPRÉSENTATIF DE LA SOCIÉTÉ

- Enquête sociologique « Construire un mouvement pluriel : Portrait sociologique du Planning familial pour ses 70 ans » pour connaître les profils de ses membres et ainsi mettre en place des actions pour un mouvement pluriel. Entretiens qualitatifs avec 6 groupes, pour approfondir les éléments quantitatifs récoltés en 2024

PRENDRE SOIN DES MILITANT·ES SALARIÉ·ES ET BÉNÉVOLES

- Pilotage d'un rapport d'étude « Faire vivre la conflictualité dans le Mouvement Français du Planning familial » réalisé par La Turbine à graine

LUTTER POUR LES LIBERTÉS ASSOCIATIVES

- Rencontre « Libertés associatives : organiser la riposte ! »
- Traitement des remontées d'incidents transmises et accompagnement du Mouvement

ARCHIVES

- Préparation du colloque « Le Planning familial : continuités, ruptures et transformations (1956-2026) », qui aura lieu en juin 2026 à l'Université d'Angers

TRAVAILLER SUR LA PORNOGRAPHIE

- Formation « Pornographies : s'outiller, approfondir, en parler »
- Focus thématique pour présenter les positions et les actions du Planning sur le sujet

RENFORCEMENT ET MOBILISATION DU PLANNING SUR LES ENJEUX À L'INTERNATIONAL

- Webinaire « L'impact de l'administration Trump sur les droits et la santé sexuels et reproductifs en France, en Europe et à l'international »
- Lexique : « L'éthique du Planning familial : de quoi parle-t-on ? Le lexique du mouvement du Planning familial pour une approche décoloniale »

LES RENCONTRES NATIONALES

En avril 2025, la feuille de route « **Lutte contre toutes les formes de violences** » a organisé deux jours de rencontres nationales sur l'adultisme et les violences faites aux enfants.

Ces deux journées ont été riches de rencontres, d'apprentissages et de réflexions croisées. Elles ont permis d'améliorer la connaissance des sujets proposés et la construction d'une culture commune au sein de l'association, au niveau national. Pour certain·es, il s'agissait d'approfondir des thèmes déjà investis, pour d'autres, de découvrir des domaines dans lesquels ils/elles n'étaient pas outillé·es. Les participant·es ont pu repartir dans leurs associations départementales avec des bases théoriques et des outils concrets à partager et à investir en local.



LE CENTRE DE DOCUMENTATION, S'INFORMER, SE FORMER ET S'OUTILLER

Le Centre de documentation confédéral du Planning familial met à la disposition de tous-tes un fonds unique et historique qui couvre 70 ans d'histoire de combats féministes.

Le catalogue est accessible en ligne :

<http://documentation.planning-familial.org>

Le fonds répertorie **29 456** notices (livres, revues, affiches, brochures, affiches...), il a augmenté de 2 % avec 657 nouvelles acquisitions.

Le Centre de documentation est abonné à 35 titres de presse (45 collections vivantes).

Les documentalistes ont reçu et traité **2 700** demandes, majoritairement internes au Mouvement (78%). 30 % des demandes se font sur place.

Un peu plus de la moitié des demandes concerne les archives et la documentation dont les emprunts, 548 pour cette année.

L'activité de la Boutique représentent 20 % des demandes et 325 commandes soit une forte augmentation non seulement des commandes mais aussi de leur contenu (**87 180** produits).

La documentation s'insère pleinement dans la vie du Mouvement (25 % des demandes) avec des tenues de stand pour les événements nationaux, l'aide à la publication et la participation à la Feuille de route Archives. Sans oublier les Soirées de la Doc et les FTO !

SOIRÉES DE LA DOC

Cinq rencontres ont été proposées autour des œuvres suivantes :

- « **Enquête Contexte des sexualités en France** » (Inserm-ANRS-MIE), présentation des premiers résultats par la chercheuse Armelle ANDRO.
- « **Discipliner les banlieues ? L'éducation à l'égalité des sexes dévoyée** », de Simon MASSEI | La Dispute octobre 2024
- « **Jacqueline Manicom, la révoltée** » de Hélène FROUARD | Éditions de l'Atelier, 2025
- « **La sexualité qui vient : jeunesse et relations intimes après #metoo** » | La Découverte, 2025 ; en présence de trois membres de l'enquête ENVIE de l'INED : Marie BERGSTRÖM, Romain PHILIT et Titouan FANTONI
- « **Le choix d'avorter. Contrôle médical et corps des femmes** », de Raphaël PERRIN | Agone, 2025



« FAIS TOURNER TES OUTILS » OU FTO

Depuis plusieurs années, des rencontres sont proposées aux militant·es du Planning familial pour échanger sur les outils utilisés en animation. Les thématiques de 2025 :

- L'antiracisme
- Les violences faites aux enfants
- Les thématiques LGBTQIA+

Ces rencontres permettent d'alimenter l'outilthèque, constituée de 454 outils. Elle est maintenant un espace très bien identifié par le Mouvement, avec 7 451 téléchargements d'outils en 2025.

PRODUCTION ET DIFFUSION DE RESSOURCES PÉDAGOGIQUES ET MILITANTES

Le Centre de documentation prend part à la production de documents à diffuser dans le réseau (participation à la rédaction, mise en page, pilotage de l'impression, gestion des stocks...).

En 2025, il y a eu 68 nouvelles publications, soit 6 de plus que l'année dernière, qui était déjà une année très prolifique. 41 de ces productions émanent de la Confédération, comme :

- Le livret **Avorter est un droit fondamental**
- Le focus **thématique sur la pornographie**
- La nouvelle version de la « **Chatte en mousse** »



Le Centre de documentation est en contact étroit avec les deux autres centres de documentation du réseau :

Grenoble

<http://doc.leplanningfamilial38.org/>

et **Villeurbanne**

<https://69-planningfamilial.kentikaas.com/>

Les documentalistes de ces centres se sont retrouvées quatre fois en visio en 2025 pour une mise en commun des compétences afin de faire réseau au sein du mouvement.

CHIFFRES CLÉS 2025

- 1 lieu accueillant géré par deux documentalistes, un-e manutentionnaire et une bibliothécaire bénévole
- 1 fonds spécialisé sur 70 ans d'histoire
- 29456 références au catalogue
- 2700 demandes (doc, archives, boutique, print, vie du mouvement)
- 548 nouvelles acquisitions
- 325 commandes en ligne
- 68 nouvelles publications dont 41 produites par la Confédération



LE NUMÉRO VERT ET LE TCHAT : 10 ANS D'ÉCOUTE

Mis en place en 2015, le Numéro Vert National « Sexualités, Contraception, IVG » (NVN) est un outil structurant du Planning familial. C'est un dispositif gratuit, anonyme et accessible à toutes. Il a pour mission d'informer, d'écouter et d'orienter les personnes en matière de santé sexuelle et de droits reproductifs.

Le NVN regroupe un numéro vert 0800 08 11 11, un tchat et un site internet www.ivg-contraception-sexualites.org. Il répond à une grande diversité de situations, en s'adaptant aux besoins, aux contraintes et aux usages des personnes.

Grâce à son maillage national, régional et départemental, son fonctionnement repose sur une véritable solidarité mobilisant des équipes sur l'ensemble du territoire.

Le NVN est un outil politique essentiel : à la fois outil d'accès aux droits, d'observation des réalités de terrain et de renforcement des pratiques professionnelles, il contribue aux politiques publiques de santé en contribuant à l'égalité d'accès aux soins.

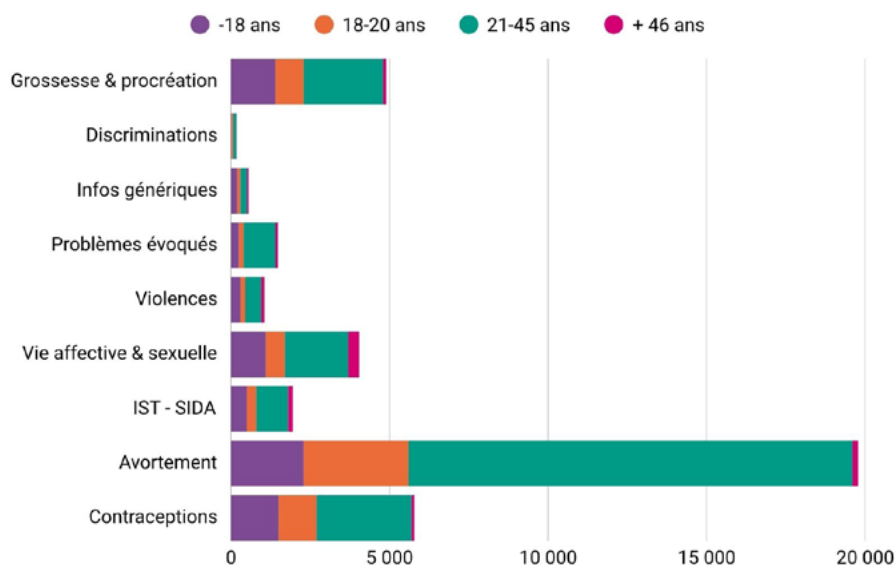
UNE ACTIVITÉ SOUTENUE EN 2025

En 2025, la nécessité du dispositif est confirmée avec une progression des échanges : 35 759 enregistrés, dont 29 123 appels téléphoniques, 6 093 tchats et 543 mails. Cette activité s'inscrit dans une dynamique de progression continue depuis 2023. Le tchat, en particulier (ouvert en 2024), s'est imposé comme un canal complémentaire majeur, répondant à des besoins de discrétion et d'accessibilité, notamment pour les publics jeunes. Ces données confirment le rôle d'observatoire du NVN sur les besoins en santé sexuelle, les freins d'accès aux droits et les inégalités territoriales persistantes.

LE NVN EN CHIFFRES

- 86 % des personnes contactent le NVN pour elles-mêmes
- 85 % sont des femmes ou des personnes s'identifiant comme telles
- 75 % des personnes sollicitant le NVN ont moins de 30 ans

Répartition des demandes thématique et tranche d'âge



Source : fiches remplies par les écoutant-es et les répondant-es après appels, tchat ou mail

LA FORMATION : AGIR AVEC LES PROFESSIONNEL·LES :

L'enregistrement au RNCP du métier de CCF (Conseiller·e Conjugal·et et Familial·e) a été renouvelé par France Compétences le 28 mars 2025 pour une durée de cinq ans. C'est une véritable reconnaissance de la qualité du dossier déposé par la Confédération.

Les organismes partenaires ont ainsi démarré de nouvelles promotions pour former de futur·es CCF. À noter qu'un nouvel organisme de formation, l'IFSER Martinique, a été habilité à dispenser la formation.

Un groupe de travail confédéral a réfléchi à l'harmonisation des pratiques d'évaluation des candidat·es, notamment via l'élaboration de modèles de grilles d'évaluation.

Enfin, des temps de communication au Mouvement et aux organismes partenaires ont permis d'informer sur la possibilité de parcours mixtes formation/Validation des Acquis de l'Expérience (VAE).

L'ACCOMPAGNEMENT ET LE SOUTIEN AU RÉSEAU

Plusieurs temps collectifs ont été organisés pour l'ensemble des organismes de formation (OF) du réseau afin de permettre des échanges de pratiques réguliers :

- 1 regroupement annuel de 2 jours, les 3 et 4 mars
- 2 réunions en visio : la première le 3 juin, et la seconde le 18 novembre pour préparer les audits Qualiopi, faire des points de bilans et perspectives, échanges de pratiques...
- 2 newsletters diffusées au Mouvement, pour partager les actualités et la veille pédagogique et réglementaire

Par ailleurs, le Planning familial 35, a bénéficié d'un accompagnement vers la certification Qualiopi.

L'ORGANISME DE FORMATION CONFÉDÉRAL

Cette année, la Confédération a proposé au Mouvement 5 formations, qui ont été largement plébiscitées :

- **Formation de formateur·ices :**
du 28 au 31 janvier – 16 stagiaires
- **Agir face aux dynamiques d'extrême-droitisation :**
18 et 19 avril – 12 stagiaires
- **Animer des formations « Objectifs et motivations » :**
23 et 24 mai – 14 stagiaires
- **Devenir formateur·ices ProDAS :**
du 4 juin au 25 septembre (8 jours) – 14 stagiaires
- **Lutte contre les violences sexuelles faites aux enfants :** du 13 au 15 novembre – 19 stagiaires

LA CONCEPTION DE MODULES E-LEARNING POUR LA CO-FORMATION EAV

L'année 2024 a vu le **lancement d'un projet de modules de formation en e-learning pour les personnes en parcours de co-formation Education à la Vie (EAV).** Plusieurs thématiques ont été identifiées pour répondre aux besoins du Mouvement : l'accueil de publics spécifiques (personnes migrantes, personnes trans et intersexes, personnes en situation de handicap...), l'éducation populaire, les concepts et théories féministes, l'histoire et le fonctionnement du Planning familial...

Le déploiement de ces modules comprend la conception, la réalisation et la mise en ligne d'un module par an entre 2025 et 2027. En 2025, le premier module, portant sur la connaissance du Planning familial et de ses valeurs, a été conçu et réalisé, (mise en ligne au premier trimestre 2026).





EN CHIFFRES

- 55** personnes certifiées CCF, dont 11 par voie de VAE
- 72** personnes ayant obtenu l'attestation de formation EAV (« Education à la vie »)
- 130** heures de formation dispensées
- 9** formateur·ices mobilisé·es
- 75** personnes formées
- 3** jours de regroupement
- 2** rendez-vous en visio avec les OF
- 1** module de formation e-learning conçu

LA COORDINATION DES ESPACES VIE AFFECTIVE, RELATIONNELLE ET SEXUELLE



Espace vie affective,
relationnelle et sexuelle



La coordination nationale des Espaces Vie Affective, Relationnelle et Sexuelle (EVARS) est assurée par le Planning familial. Elle accompagne l'ensemble des têtes de réseau engagées dans le déploiement de ces espaces sur le territoire : le Mouvement Français pour le Planning familial (MFPF), la Fédération Nationale Couples et Familles (FNCF), la Fédération Nationale des Écoles des Parents et des Éducateurs (FNEPE), la Fédération Nationale des CIDFF (FNCIDFF), CLER Amour et Familles, ainsi que l'Association Française des Centres de Consultation Conjugale (AFCCC).

Elle se déploie autour de trois axes principaux d'intervention :

ANIMATION DU RÉSEAU DES EVARS

En 2025, un premier comité de pilotage s'est tenu avec les têtes de réseau EVARS, la Direction Générale de la Santé, la Direction Générale de l'Enseignement Scolaire, Santé publique France et le Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes (SDFE).

Un deuxième webinaire de sensibilisation à l'endométriose à destination de tous les EVARS a été réalisé en janvier, en partenariat avec les associations EndoFrance et Endomind. Une plateforme numérique dédiée a été créée dans la continuité des webinaires, offrant un espace ressources pour les professionnel·les des EVARS.

Enfin, des échanges réguliers ont eu lieu avec les têtes de réseau des EVARS. Ces temps d'échange ont permis de partager des pratiques, d'identifier les besoins émergents et d'ajuster les orientations stratégiques de la coordination nationale en fonction des réalités de terrain.

ACCOMPAGNEMENT DES EVARS

L'accompagnement des EVARS a constitué un axe central de la coordination nationale. Des entretiens individualisés ont été réalisés, permettant un appui sur mesure, adapté aux besoins spécifiques de chaque structure.

Des entretiens collectifs ont été également menés avec les têtes de réseau pour échanger sur les enjeux de coordination, les stratégies de recherche de financement, et l'amélioration de l'offre de services au niveau local.

AMÉLIORATION DE LA VISIBILITÉ DES EVARS

La coordination a proposé une stratégie de communication pour améliorer la visibilité des EVARS, mais en l'absence de moyens aucune action n'a pu être mise en place. Cet axe de la coordination a été repensé en fin d'année dans le cadre d'un travail entre le SDFE, le Planning familial et les têtes de réseau EVARS, des lignes directrices de la coordination nationale des EVARS pour la période 2026-2028.



PROMOUVOIR LA SANTÉ SEXUELLE DANS LES DROM

Le Planning familial est présent dans 4 départements ultra-marins avec deux associations départementales en Guyane (AD973) et à la Réunion (AD974), et deux organisations partenaires : en Guadeloupe (Planning familial 971) et à la Martinique (AMIOF).

Le programme des Départements et Régions d'Outre-Mer est à la fois transversal et spécifique. Il répond aux problématiques et opportunités des territoires, tout en permettant de faire vivre la gouvernance associative par la participation et l'implication des associations au pilotage du projet, et plus largement à la vie du Mouvement et aux espaces de mutualisation.

PARTICIPATION AUX ÉVÉNEMENTS STATUTAIRES ET AUX PROGRAMMES NATIONAUX

En 2025, les différentes AD ont participé à des événements statutaires du mouvement (conseils d'administration confédéraux, regroupement national du programme Genre et santé sexuelle, etc.) ainsi qu'à de nombreuses feuilles de route du Mouvement (Être un employeur féministe et militant, Prendre soin des militant·es, Contraception inclusive, Agir pour les LGBTQIA+, Pour un mouvement pluriel représentatif de la société). Les programmes Genre et santé sexuelle et Handicap et alors sont développés dans les DROM et le Numéro Vert National est déployé aux Antilles et à la Réunion.

AD 973 - GUYANE : DES FORMATIONS JEUNES RESSOURCES

L'association de Guyane a organisé deux formations Jeunes ressources. L'objectif de ces formations de 4 jours est de favoriser une approche positive de la sexualité qui s'inscrit dans les droits humains et la prise en compte des rapports de genre. 36 jeunes ont participé aux formations, avec des retours très positifs et la volonté « *d'aider les jeunes autour [d'eux] et les orienter dans les différentes difficultés qu'ils subissent* », « *d'aider les autres camarades du lycée* », avec l'envie de « *faire bouger le monde !* »

AD 974 - LA RÉUNION : OUVERTURE DU CENTRE LGBTQIA+ DANS LA COMMUNE DE SAINT-PIERRE

L'AD 974 a participé à l'ouverture du centre LGBTQIA+ de Saint-Pierre, appelé la Kaz Masikrok. Cet espace propose des permanences avec une assistante sociale et un psychologue trois fois par mois, des formations de professionnel·les, et permet de renforcer les liens partenariaux avec des organisations communautaires. À la suite de l'ouverture de la Kaz Masikrok, un tour de l'île a été organisé en camion pour sensibiliser dans des espaces moins accessibles. Enfin, le Planning familial de la Réunion a co-organisé les 2 marches des fiertés de l'île.

UN PROJET DE BOUTIQUE SOLIDAIRE EN GUADELOUPE

Le Planning familial de Guadeloupe a travaillé à l'ouverture d'une boutique solidaire - Yemaya. Cet espace est dédié à la santé, à l'accompagnement des femmes et des jeunes mères. Yemaya sera inauguré en janvier 2026 et proposera des produits d'hygiène et pour bébés, à des prix accessibles. Des ateliers y seront également organisés (anatomie, couple, allaitement, violences, etc.) ainsi qu'un accompagnement social ou psychologique.

RECHERCHE SUR LES REPRÉSENTATIONS DE L'AVORTEMENT EN MARTINIQUE

Une chercheuse, Kim Renard, a débuté en 2024 une thèse d'anthropologie avec la Confédération du Planning familial, le Laboratoire PHEEAC de l'Université des Antilles et l'ANRT. Son travail analyse les représentations de l'avortement en Martinique, à travers les trajectoires des parcours abortifs et les pratiques procréatives associées. Sur le terrain, elle travaille en co-construction avec des partenaires locaux comme l'AMIOF, à une cartographie sensible des parcours IVG. Kim Renard s'est également illustrée en présentant les premiers résultats de son travail en octobre, au congrès de l'Institut des Amériques « Gouvernements reproductifs et répertoires de résistances. »

S'ENGAGER À L'INTERNATIONAL

Le Programme d'appui aux droits et à la santé sexuelle et reproductive (PADSSR) s'est poursuivi en 2025. Des activités de prévention, de formation et de plaidoyer ont été menées par les associations partenaires du projet : le MMPF et FISA à Madagascar, le RENASAGE et MAIA au Burkina Faso, VINAFA et BATIK Vietnam au Vietnam, le Tunisian forum for youth empowerment en Tunisie, BATIK International et le Planning familial en France.



A Madagascar, un groupe de 40 jeunes pairs-éducatrices (PE) de l'école primaire au lycée, a été formé par les partenaires sur les questions liées à la santé sexuelle et à l'égalité de genre. Encadré-es par les infirmier-es scolaires, ces jeunes mènent à leur tour des actions de sensibilisation auprès de jeunes, via des approches participatives comme le théâtre. Les responsables des infirmeries scolaires ont aussi organisé des sensibilisations auprès des parents, pour une meilleure compréhension des activités d'éducation complète à la sexualité dans les écoles.

En plus de ces activités dans le cadre scolaire, une activité de sensibilisation a été organisée dans l'espace public, mêlant animations éducatives et culturelles, sessions de sensibilisation, consultations gratuites en santé sexuelle et planification familiale, distribution de préservatifs... Elle a touché 700 jeunes et adultes. Enfin, l'étude sur le droit à l'avortement à Madagascar démarrée en 2024 a été présentée. À l'issue de ce travail, une volonté d'engagement pour un plaidoyer concerté avec d'autres acteurs associatifs a émergé pour porter la question de l'accès sécurisé à l'avortement, interdit à Madagascar. L'équipe du MMPF s'est d'ailleurs formée sur le plaidoyer et a rédigé sa stratégie sur 5 ans, portant sur l'éducation à la sexualité et le droit à l'avortement.



“ AVANT J'ÉTAIS TRÈS TIMIDE ET TRÈS RENFERMÉE SUR MOI-MÊME, DEVENIR UNE PE M'A PERMIS D'AFFRONTER MES PEURS ET MA PRISE DE PAROLE EN PUBLIC... ”

Jeune fille, 15 ans, Lycée Rakotoarisoa

Au Burkina Faso, le PADSSR a des activités dans 2 villes, Ouagadougou et Bobo Dioulasso, via nos partenaires RENASAGE et MAIA. Les formations des enseignant-es ont permis la mise en place de comités de vigilance dans les écoles partenaires sur les violences basées sur le genre. Les formations des pairs-éducatrices mettent l'accent sur l'égalité de genre, avec des activités autour du partage des tâches : les garçons se sont mis à la cuisine sous l'œil vigilant des filles ! Les PE, dont certain-es sont impliqués dans ce rôle depuis 2021 font preuve de beaucoup d'initiative pour proposer auprès de leurs pair-es des causeries éducatives sous forme de slams, de jeux, d'activités sportives... Les formations des parents, des *leaders* communautaires et des professionnel-les de santé permettent d'accroître l'impact des sensibilisations.

À noter également que le programme PADSSR contribue à donner une plus grande visibilité à nos partenaires, qui sont davantage intégrés dans des réseaux nationaux et internationaux sur la promotion des droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR) et la lutte contre les violences basées sur le genre.

LE PROGRAMME DSSR AVEC EXPERTISE FRANCE EN GUINÉE

Suite à la formation de 25 formateur·ices guinéen·nes en 2024 par une équipe de 8 formatrices du Planning familial, des formations en cascade auprès de professionnel·les de santé, de la jeunesse, de la justice ou encore du travail social, ont été menées sur les questions de genre, de violences et de santé sexuelle. Une formation complémentaire sur les violences basées sur le genre a été menée par 2 formatrices du Planning familial auprès des écoutant·es du numéro vert guinéen et le personnel des futures maisons d'hébergement et centre de santé de Boké, en cours de construction. Une formation complémentaire sur l'analyse de la pratique a également été menée, ainsi que des actions de supervision menées conjointement par les équipes du Planning familial et des formateur·ices guinéen·nes. Le programme s'achèvera fin 2026.



.....

“ MA FILLE PARTAGE DÉSORMAIS SES CONNAISSANCES AVEC SES FRÈRES ET SŒURS. JE N'AVAIS JAMAIS ABORDÉ LE SUJET DE LA SEXUALITÉ AVEC MES ENFANTS, ET POURTANT, ELLE EST DEVENUE UN VÉRITABLE RELAIS D'INFORMATION À CE SUJET, ALORS QU'ELLE N'A QUE 9 ANS ”

Mère d'une élève de l'EPP d'Androhibe

.....

Le Planning familial a participé à la Conférence internationale pour la Planification familiale à Bogota (Colombie). L'occasion de présenter deux affiches valorisant le travail du Planning familial :

- **Une première affiche sur le droit à l'avortement** en lien avec la *Campaña Nacional por el Derecho al Aborto Legal, Seguro y Gratuito en Argentina* intitulée : « France : inscrire le droit à l'avortement dans la Constitution et Argentine : décriminaliser et légaliser l'avortement ». L'occasion d'une mise au point sur les attaques contre l'avortement, une mise en commun des stratégies et l'élaboration des futures étapes pour faire avancer ce droit.
- **Une seconde affiche sur le thème « Campagnes créées autour de l'autodétermination et des droits des personnes LGBTQIA+ et réponses aux attaques des mouvements conservateurs et anti-choix »**. Ce poster évoquait la campagne lancée sur l'autodétermination des droits des personnes LGBTQIA+ et la polémique autour de l'homme enceint. Le Planning familial a pu partager les résultats de l'enquête nationale menée par Karine Espineira qui analyse la stratégie mise en place par les mouvements anti-choix et les mouvements d'opposition ainsi que les réponses mises en place à ce *backlash*.



LES JEUNES MILITANT·ES : PAR ET POUR LES JEUNES DEPUIS 10 ANS

Cela fait 10 ans que le projet Jeunes favorise la participation des jeunes tant dans les actions de terrain qu'au sein de la gouvernance du Planning familial, via les actions des Jeunes Militant·es (JM) et par la coordination des volontaires en service civique.

Créé en 2015, ce programme a permis la mise en place du groupe des Jeunes Militant·es (JM) qui a pour objectif d'assurer un renouvellement militant par la participation des jeunes de moins de 30 ans au sein de la vie associative. Le groupe porte des actions d'éducation et de prévention par et pour les jeunes en matière de vie relationnelle, affective et sexuelle, et siège aux instances de gouvernance du Planning familial. **Ainsi les JM se font les voix des jeunes au sein du Mouvement pour adapter les orientations et actions à leurs enjeux.**

ACTIONS

- La coordination des volontaires en service civique au sein du réseau
- L'accompagnement du Mouvement, par des temps d'échanges de pratique, de la mutualisation et de la création d'outils
- L'animation d'un groupe de Jeunes Militant·es (JM) qui s'implique au niveau local, national et international pour porter la voix des jeunes dans les instances de gouvernance et sur le terrain
- Le développement de partenariats avec des associations et collectifs de jeunes ou en lien avec la jeunesse

ACCOMPAGNER LES VOLONTAIRES EN SERVICE CIVIQUE

En 2025, le réseau du Planning familial a accueilli 12 nouveaux·elles volontaires en service civique pour des missions de 8 mois dans 9 associations départementales. L'accompagnement de la Confédération (formation d'accueil, formation civique et citoyenne, atelier sur le projet d'avenir) et le tutorat local permettent aux volontaires de :

- développer des compétences pour mener des activités auprès des publics, en particulier auprès des jeunes
- réaliser de nouveaux outils ou proposer de nouvelles formes d'animation
- accompagner le développement de groupes de jeunes bénévoles au niveau local

S'IMPLIQUER AU PLANNING EN TANT QUE JEUNES MILITANT·ES

En 2025, les JM étaient présent·es aux conseils d'administration confédéraux. Ils ont aussi contribué aux feuilles de route du Planning familial sur les thématiques suivantes : la décolonisation, la contraception, la pluralité du Mouvement, le soin envers les militant·es, salarié·es et bénévoles, les personnes éloignées du droit, et la promotion de la communication inclusive.

LA PRÉVENTION EN MILIEU FESTIF

Engagé·es pour une prévention inclusive, festive et politique, les JM animent des stands lors de grands événements tels que Solidays et la Fête de l'Humanité.

En 2025, les JM ont tenu un stand partagé avec des associations de lutte contre les violences sexistes et sexuelles (VSS) comme Nous Toutes, et de réduction des risques en milieu festif comme Techno+, Red Flag Riposte. Une partie était dédiée à la prévention avec des animations et une autre partie permettait d'accueillir des personnes victimes ou témoins de VSS.

Les JM créent aussi des outils de prévention pensés par et pour les jeunes. Ces outils abordent les IST, les violences en milieu festif, le consentement, les émotions et les relations : #DépistezLesToutes ; Mon Educ Sex ; VSS en milieu festif, Livret Vies affectives et sexuelles des jeunes, Prev'TV...

DES OUTILS PAR ET (PAS QUE) POUR LES JEUNES

Prev'TV :



Cette année, les JM ont collaboré avec la feuille de route LGBTQIA+ sur la création et la diffusion d'une série de vidéos. Elles ont été publiées sur les réseaux sociaux du Planning familial et ont rencontré un succès massif. Les vidéos abordent 5 moyens de se protéger des IST : le lubrifiant, la digue dentaire, les préservatifs interne et externe et les gants.

Livret Vies Affectives :



En 2025, les JM ont produit le livret Vies Affectives «Un peu, beaucoup, pas du tout !».

Ce livret aborde les multiples facettes des relations affectives : amitié, amour, famille, célibat, émotions... avec une volonté forte de ne pas hiérarchiser les liens et de valoriser la diversité des vécus.

Cahier d'activités IST :



Suite à la campagne «Dépistez les toutes», le groupe a créé un cahier d'activités sur les IST, en partenariat avec Santé Publique France. Son objectif : sensibiliser de manière ludique le public sur les IST, leurs modes de transmission, les moyens de s'en protéger ou encore les centres de dépistage.



GENRE ET SANTÉ SEXUELLE : ANCRER LA SANTÉ SEXUELLE DANS LES TERRITOIRES

Le programme Genre et santé sexuelle (GSS) a pour objectif d'améliorer l'accès aux droits et à l'information dans le champ de la santé sexuelle. GSS est à destination

de la population générale et plus spécifiquement en direction des jeunes et des populations les plus vulnérables, dans une approche globale et positive, sur tous les territoires de l'hexagone et des Outre-mer.

UN PROGRAMME BIEN IMPLANTÉ AU NIVEAU LOCAL

En 2025, le programme est développé dans 76% du Mouvement. Les référent·es régionales accompagnent les associations à mieux recenser leurs actions et les mutualiser en vue de travailler en étroite collaboration avec l'équipe confédérale.

En 2025, le nombre de personnes touchées par le programme s'élève à 12 711 :

- 983 personnes en groupes de parole
- 496 personnes ressources, dont 161 mineur·es
- 9 074 professionnel·les aux sensibilisations et 2 158 aux formations

DES ACTIONS À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

Les 13 référentes et coordinatrices du programme ont œuvré tant au niveau national que régional, notamment en organisant 5 rencontres des Fédérations régionales en Occitanie, Bretagne, Normandie, Grand Est et Nouvelle Aquitaine.

DES OUTILS POUR LE MOUVEMENT

Pour promouvoir le programme, de nouveaux outils de communication ont été élaborés comme les lettres des ateliers de GSS : *Les financements sont politiques* et *Autodéfense féministe*.

Un jeu pédagogique sur le racisme a été développé pour répondre au besoin identifié sur le terrain de disposer de supports innovants, accessibles et adaptés pour aborder les questions complexes liées aux préjugés, aux discriminations et au racisme systémique.

« LA JUSTICE REPRODUCTIVE AU PRISME DES PARENTALITÉS » : LES RENCONTRES NATIONALES À SÈTE

À l'occasion du 26^e regroupement du programme, la thématique de la justice reproductive au prisme des parentalité a guidé les travaux. **La justice reproductive est un enjeu important** dans le domaine de la santé sexuelle, à prendre en compte dans une approche intersectionnelle et d'éducation populaire. 47 AD/ fédérations étaient représentées et 62 personnes présentes. Ces rencontres ont permis de collaborer avec de nouveaux partenaires : l'association Tant que je serai noire et le Comède, et de travailler en transversalité avec plusieurs feuilles de routes et programmes du Planning familial.

Ce regroupement permet de partager des expériences avec les partenaires associatifs locaux et nationaux qui travaillent sur la santé sexuelle, la santé communautaire et les publics spécifiques. Mais aussi, d'expérimenter, de partager des outils et de travailler l'interconnaissance pour mutualiser les pratiques à une échelle nationale au travers d'une quinzaine d'ateliers. Enfin, des temps d'analyse de pratique professionnelle permettent d'apporter de nouvelles compétences et connaissances aux personnes du Mouvement.



.....
**“ ON A ENVIE QUE VOUS REVENIEZ,
ON EN PARLÉ AUX CO-DÉTENUES ET CELLES QUI
N'ÉTAIENT PAS INSCRITES AURAIENT VOULU VENIR. ”**

Témoignage issu d'un groupe de parole GSS
en milieu carcéral
.....

13 ateliers ont abordé le thème de la justice reproductive : adultisme, regards féministes sur l'accouchement, non parentalités, la fresque de la justice reproductive, parentalités queers, animer des groupes de parole sur la parentalité, accompagner les professionnel·les de la parentalité, handicap et parentalités, in-Justice reproductive des femmes en exil, impacts des atteintes aux libertés associatives sur nos actions dans le champ de la santé sexuelle, monoparentalité, etc.

D'autres thématiques ont été abordées afin de permettre une mise à jour des connaissances des participant.es autour du programme Genre et santé sexuelle.

FORMER LE MOUVEMENT À L'INTERSECTIONNALITÉ

En mars 2025, le programme Genre et Santé Sexuelle a organisé une formation sur l'intersectionnalité afin de réfléchir à la manière dont les pratiques de l'association peuvent être davantage antiracistes et inclusives. La formation a été co-animée par le CRIDEV (Centre de ressources et d'interpellation pour un monde sans rapports de domination) de Rennes.

.....
**“ JE SAVAIS PAS QU'À UN RDV GYNÉCO ON POUVAIT
NE PAS SE FAIRE AUSCULTER LES PARTIES INTIMES. ”**

Témoignage issu d'un groupe de parole GSS
.....



LUTTER POUR L'ACCÈS AUX DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Le programme national « **Handicap et alors ?** » lutte pour l'accès aux droits sexuels et reproductifs des personnes en situation de handicap. Bénéficier de ses droits signifie pouvoir prétendre à une santé sexuelle épanouie, avoir les moyens de faire les meilleurs choix pour soi-même et être protégé-e des violences, de la coercition et des discriminations.

« **Handicap et alors ?** » est un programme systémique qui s'articule autour de 4 axes interdépendants :

- les personnes en situation de handicap
- les professionnel·les
- les familles
- les institutions

FORMER LES ASSOCIATIONS DÉPARTEMENTALES DU PLANNING FAMILIAL

En 2025, plusieurs formations et travaux d'analyses de pratiques ont été mis en oeuvre :

- Une formation à destination des intervenant·es du Planning familial pour les sensibiliser à la vie affective, relationnelle et sexuelle des personnes concernées et les outiller afin de faciliter les interventions en santé sexuelle auprès du public en situation de handicap
- Une formation nationale « Sensibiliser les professionnel·les du secteur du handicap » à destination des intervenant·es du Planning familial qui leurs donnent les outils pour sensibiliser et former les professionnel·les qui travaillent avec des personnes en situation de handicap
- La co-animation de 3 temps d'analyse de la pratique professionnelle

DONNER LES CLÉS POUR COMPRENDRE SES DROITS

Au cours du déploiement du programme dans les établissements et services médico-sociaux, pendant les rencontres institutionnelles, lors des formations des professionnel·les ou les rencontres avec les familles, les intervenant·es du Planning familial ont constaté que

MISE EN OEUVRE DANS LE MOUVEMENT

Le programme est développé dans **56 AD** des **82** du Planning familial

4 457 personnes accueillies lors des **856** séances collectives

75 % personnes ont bénéficié d'entretiens individuels

956 professionnel·les formé·es et **124** accompagné·es

117 structures partenaires accompagnées

beaucoup de professionnel·les, parents et aidant·es avaient une connaissance erronée des lois qui encadrent la vie affective et sexuelle.



En 2025, la brochure **Handicap, vie affective et sexuelle : que dit la loi française ?** a été mise à jour en partenariat avec l'association Droit pluriel. Ce recueil des lois clarifie les droits des personnes en situation de handicap vivant en institution ou non et informe sur le cadre juridique français.

LANCEMENT D'UNE ÉVALUATION DU PROGRAMME « HANDICAP ET ALORS ! »

Depuis plusieurs années, le Planning familial est entré dans une phase d'évaluation de l'impact de ses actions sur les publics concernés, afin de mieux connaître leurs besoins et de mieux y répondre. Dans ce contexte, le programme confédéral « Handicap et alors ! » et la Fédération Nouvelle Aquitaine ont lancé un travail d'évaluation des groupes de parole du Planning familial auprès des personnes en situation de handicap en institution. Un groupe de travail national s'est constitué et a affiné la démarche d'évaluation : objectifs, indicateurs, mode de recueil des données. Ses travaux vont se poursuivre en 2026.

PARTENARIATS

En 2025, la Confédération du Planning familial a initié une stratégie de financements privés pour diversifier ses fonds. Plusieurs partenariats ont été signés :

- Avec **MGEN**, première mutuelle des agents du service public pour une durée de 2 ans. MGEN a participé au financement de l'événement pour célébrer les 10 ans du Numéro Vert National « Sexualités, Contraception, IVG ». Elle finance également le 2^e baromètre sur l'accès à l'IVG en 2026. Enfin, les adhérent-es MGEN et du Planning familial se sont mis en relation sur le territoire, afin de favoriser la coopération entre les deux structures et leurs réseaux.
- Avec la **Fondation Crédit Mutuel Alliance Fédérale** pour une durée de 3 ans. Grâce à ce soutien, la Fondation s'engage à soutenir la pérennisation du Numéro Vert National « Sexualités, Contraception, IVG » et à favoriser le développement et l'ancrage territorial du Planning familial via la refonte de l'extranet et le soutien à la création de modules de formation en e-learning à destination de nos 82 associations départementales.

Avec la **Fondation Heinrich Böll** pour réaliser une recherche inédite : « L'offensive contre l'éducation complète à la sexualité - Cartographie des acteurs et analyse des stratégies du mouvement d'opposition en Europe » dans la continuité du plaidoyer sur l'EVARS en France et en Europe.

Par ailleurs, depuis plusieurs années, le Planning familial peut compter sur la **Fondation des femmes**, partenaire clé qui a mis le soutien aux associations féministes au cœur de son projet. La Fondation des femmes qui accompagne le développement et le fonctionnement du chat du Numéro Vert National, était aux côtés du Planning lors de différents projets autour de l'inscription de l'IVG dans la Constitution, ou encore participe au développement de la confédération du Planning familial avec son programme Myriades.

Enfin le Planning familial peut compter sur le soutien de la **Fondation Raja** qui a appuyé le plaidoyer du Planning familial pour le droit à l'avortement notamment à l'occasion du cinquantième anniversaire de la loi Veil.

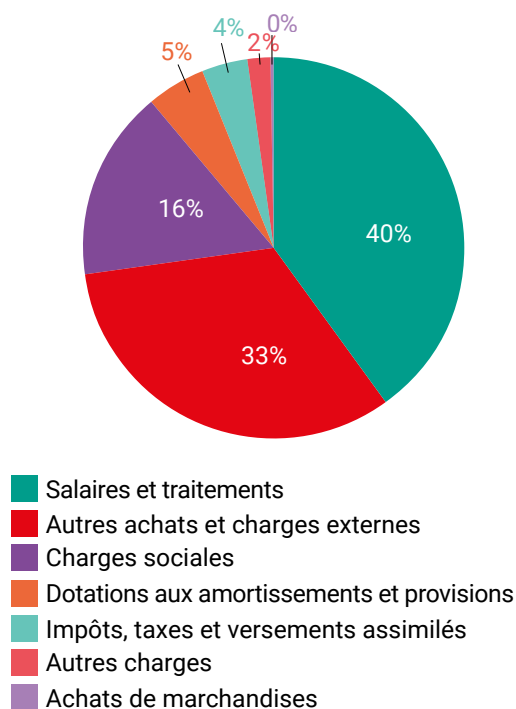


BILAN FINANCIER

Les comptes 2025 se caractérisent par les données suivantes :

- Le résultat net comptable se solde par un **déficit de 15 743 €**,
- Les produits d'exploitation sont en forte augmentation : **3 477 809 €** contre 2 897 262 €, soit une hausse de 20 % par rapport à 2024
- Le montant des charges d'exploitation enregistre une augmentation de 18 % par rapport à 2024 : **3 506 034 €** contre 2 965 936 €

LES CHARGES D'EXPLOITATION

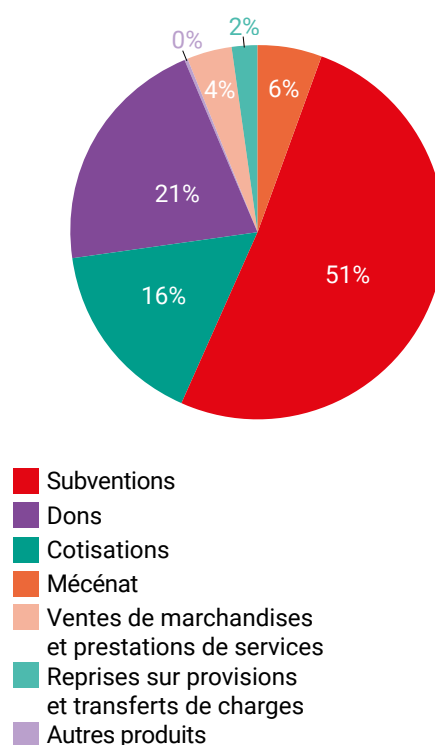


Elles ont enregistré une augmentation de 18 % par rapport à 2024 :

- Augmentation de la masse salariale (+ 31 %) incluant les salaires et traitements ainsi que les charges sociales :
 - Effet en année pleine des recrutements réalisés en 2024 : codirection, chargée de collecte, chargée de mission interprogrammes, alternantes contrôle de gestion et formation, contrat CIFRE.
 - Effet de l'application de la prime Ségur.
- La masse salariale chargée est de **1 948 507 €** : elle représente 56 % du total des charges d'exploitation (contre 50 % en 2024).

- Hausse mécanique des impôts et taxes (+ 84 %), tirée par la taxe sur les salaires : 105 604 € contre 73 761 € en 2024.
- Dotation aux provisions pour départs en retraite : 93 428 €, et hausse des provisions pour congés à payer (+ 54 385 €).

LES PRODUITS D'EXPLOITATION



Ils sont en augmentation de 20 % par rapport à 2024. Cela s'explique par :

- Le **doublement des dons de particuliers** : 728 808 € de dons de particuliers (+ 98 %). Ce résultat traduit les premiers effets de la stratégie de collecte.
- L'**arrivée du mécénat** : 200 000 € de mécénat de la Fondation Crédit Mutuel. Impact direct de la volonté de diversification de nos financements et des partenariats engagés (le partenariat MGEN s'est par ailleurs concrétisé par une subvention de 25 000 €)

Pour rappel, nos principaux financeurs sont :

- La Direction Générale de la Cohésion Sociale (tête de réseau – Numéro Vert National et tchat – coordination des EVARS – Handicap) : **665 133 €** soit 38 % des subventions
- La Direction Générale de la Santé (GSS – NVN) : **412 150 €** soit 23 % des subventions

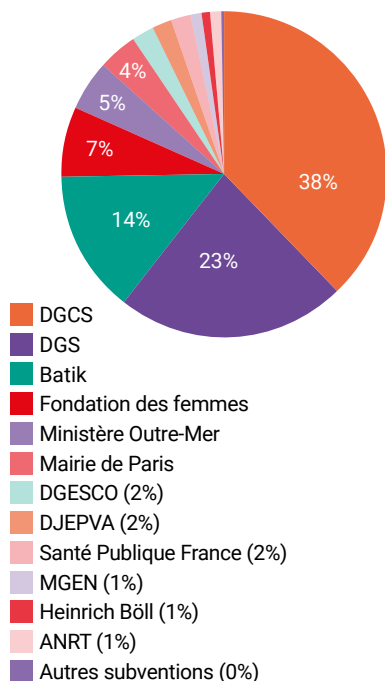
Ces 2 financeurs assurent **1 077 283 €** soit 31 % de nos produits d'exploitation. Avec les autres subventions, le total des subventions est de **1 762 588 €** (+ 2 %) : il représente 51 % des produits d'exploitation, contre 60 % en 2024.

La diversification des financements engagée ces derniers exercices porte ses fruits, et reste une priorité dans la perspective du renouvellement des CPO.

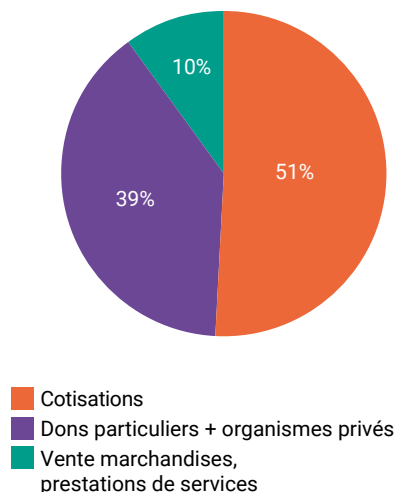
Nos fonds propres de 1 428 796 € représentent 41 % des produits d'exploitation (37 % en 2024). Ils incluent :

- Vente marchandises, prestations de services : 140 745 € en 2025 contre 146 026 € en 2024.
- Les dons de particuliers (mécénat non inclus) : 728 808 € en 2025 contre 368 181 € en 2024, soit 51 % des fonds propres et 21 % des produits d'exploitation.
- Continuer et renforcer le développement des dons reste une priorité pour les prochains exercices afin d'augmenter nos fonds propres mais aussi pour renforcer notre indépendance politique.
- Les cotisations restent stables comparé à 2024 : 557 173 € en 2025 contre 543 618 € en 2024, soit 39 % des fonds propres et 16 % des produits d'exploitation.

SUBVENTIONS PAR FINANCEURS



FONDS PROPRES





leplanning
familial

Confédération nationale du Planning familial
4 square Saint-Irénée
75011 Paris

www.planning-familial.org

